HAL
open science

Les villes face aux Roms des bidonvilles. Retour sur deux expériences militantes

Thomas Aguilera

To cite this version:

Thomas Aguilera. Les villes face aux Roms des bidonvilles. Retour sur deux expériences militantes. Métropolitiques, 2014, pp.1 - 6. hal-01087569v2

HAL Id: hal-01087569

https://sciencespo.hal.science/hal-01087569v2

Submitted on 20 Aug 2015

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Les villes face aux Roms des bidonvilles. Retour sur deux expériences militantes

Thomas Aguilera

[Commentaires]

Mots-clefs : Roms ; bidonvilles ; politiques publiques ; élus locaux ; expulsions ; Ile-de-France ; militants ;

Recensé : *Recension croisée de : Fassin et al. (2014), Roms et riverains. Une politique municipale de la race, Paris, La Fabrique ; Perou, (2014), Considérant qu'il est plausible que de tels événements puissent à nouveau survenir. Sur l'art municipal de détruire un bidonville, Paris, Ed. Post-Editions.*

Alors que la « question Rom » est plus que jamais présente dans le débat public, Thomas Aguilera analyse conjointement deux ouvrages parus récemment, l'un dirigé par Eric Fassin, l'autre à l'initiative du collectif Perou, qui reviennent, à partir de l'exemple d'un bidonville situé à Ris-Orangis (91) et dans une perspective critique, sur la manière dont les politiques publiques traitent ces populations.

À l'automne 2012, douze familles originaires de Roumanie, vivant en Ile-de-France depuis quelques années et expulsées d'un autre bidonville quelques semaines plus tôt, s'installent sur un terrain appartenant au Conseil Général de l'Essonne et à Réseau Ferré de France (RFF), dans la commune de Ris-Orangis. Cette « enclave boueuse », (Balibar in *Considérant*, p.46), longée par la quatre-voies de la Nationale 7, deviendra et restera un lieu de vie, de construction et de lutte jusqu'à l'expulsion du 3 avril 2013 au matin. La plupart des familles déménagent alors 800 mètres plus loin, à Grigny, tandis que certaines sont relogées en hôtel, dans l'attente de leur intégration à un projet temporaire de relogement dans un « village d'insertion », appelé « base de vie » par la mairie de Ris-Orangis. Deux jours auparavant avait été affiché, à l'entrée du bidonville, l'arrêté municipal n°2013/147 publié le 29 mars, ordonnant l'évacuation des familles et la destruction de leurs maisons.

Un bidonville, deux approches

C'est cet arrêté qui fait l'objet d'une dissection clinique et critique du livre collectif édité à l'initiative de Sébastien Thiéry (directeur du PEROU[1]) sur « l'art municipal de détruire un

[1] Le Pôle d'Exploration des Ressources Urbaines (PEROU) est une association loi 1901 fondée en septembre 2012, qui réunit des architectes, chercheurs, militants et artistes, et se veut constituer « un laboratoire de recherche-action sur la ville hostile, conçu pour faire s'articuler action sociale et action architecturale ». URL : http://www.perou-paris.org/Manifeste.html

bidonville ». Le second ouvrage, *Roms et riverains*, propose une repolitisation critique de la « question rom », notamment à travers une retranscription ethnographique de la vie de ce même bidonville, qui est donc le point de départ de deux livres plus militants qu'académiques, et qui peuvent être positionnés et lus sur deux niveaux.

Roms et Riverains démonte des préjugés construits par la « politique de la race » à l'œuvre en France depuis plus de dix ans et met à jour les processus de racialisation et de dépolitisation de la « question rom ». *Considérant* démonte un arrêté municipal, cet artefact froid qui met concrètement à la rue une vingtaine de familles, en revenant sur une expérimentation spécifique menée sur le terrain. Le premier cherche à repolitiser au niveau macro ; le second cherche à déconstruire la pertinence de l'acte politico-administratif au niveau micro. Deux échelles, deux niveaux d'analyses, deux trajectoires et deux visions pourtant mises au service d'un même objectif : dénoncer le traitement politique des habitants des bidonvilles en France et ouvrir des fenêtres d'action.

Une « question rom » et une gouvernementalité spécifiques ?

Eric Fassin parle de racialisation comme d'un processus politique de « production de la race » : à force de traiter différemment des familles, on en fait des gens différents. Cette altérisation, matérialisée par le traitement municipal (par exemple, ne pas collecter pas les ordures), contribue à construire une barrière entre « eux » et « nous » qui est naturalisée « dans un registre animalier » (Fassin, p.34) : la saleté, l'odeur, la contagion justifient le traitement inhumain que nous faisons subir aux Roms, tout en ne remettant pas en cause notre propre inhumanité. Il ne s'agit pourtant pas ici de différences culturelles mais des effets de l'abandon municipal, de la « politique scatologique de la race » (p.39). La pauvreté et la supposée « culture rom » sont construites comme causes alors qu'elles ne sont que des effets des politiques conduites à leur endroit. La chasse perpétuelle menée contre les Roms contribue ainsi à faire croire à une itinérance choisie (le « nomadisme d'Etat ») ; l'interdiction de travailler ou l'impossibilité d'être logé construisent l'idée que la vie dans des cabanes ou d'hypothétiques roulottes sont leur mode de vie. On ne parle plus de pauvreté mais de « vocation » à s'intégrer ou pas.

Pour Fassin, les Roms sont conçus comme l'envers du capital et comme « la négation du néolibéralisme » (p. 70) : on veut les faire passer pour inutiles économiquement. On leur attribue par contre une importante fonction politique : celle de jouer le rôle du miroir, d'être refoulés pour que nous puissions réaffirmer, nous, notre valeur, par comparaison avec ceux qui n'en ont aucune. La construction des indésirables sert la construction du « mauvais exemple » et de l'inutile, pour valoriser l'utile. Selon Fassin, l'expérience du néolibéralisme et de la biopolitique sur les Roms leur serait spécifique. Si l'auteur reconnaît certaines similitudes avec le traitement des migrants de la jungle de Calais, il précise qu'« il est toutefois permis de penser qu'on expérimente aujourd'hui sur les Roms des bidonvilles une gamme très large de techniques dont la systématicité définit la technologie d'une gouvernementalité nouvelle » (p.42-43). Face aux Roms, la « gouvernementalité néolibérale invente un régime original de la biopolitique : ne pas laisser vivre, sans pour autant faire mourir ». Pourtant, était-il nécessaire d'incriminer le néolibéralisme, comme le font de façon générale les sciences sociales critiques, pour montrer que les gouvernants construisent de l'indésirabilité ? Les bidonvilles n'étant ni nouveaux, ni le monopole des « Roms », la critique actuelle ne doit-elle pas pointer ce qui semble plus structurel ? Ne peut-on pas mener une critique plus radicale de l'action publique et de l'Etat en laissant de côté l'idée de spécificité ou de nouveauté ? Les politiques des Roms ne sont-elles pas une forme parmi d'autres de gestion des pauvres construits en indésirables, que les responsables politiques soient de gauche ou de droite, démocrates ou non, que les pauvres en question soient migrants ou autochtones ?

Travailler sur la « question rom » plutôt que sur celle des bidonvilles n'implique-t-il pas par ailleurs le risque de réifier des spécificités des habitants et celles de leur traitement ? Dans *Roms et riverains*, il est bien question de « Roms », en tout cas dans le titre. Or, un retour dans les années 1960, aurait permis de comprendre que le concept du « bidonville » est construit par l'alliance

d'une catégorie ethnique construite (Français Musulmans d'Algérie), et d'un lieu de vie informel et d'une extrême pauvreté (de Barros 2012). Seul Serge Guichard évoque furtivement « les photos des bidonvilles de la région parisienne des années 1960 et 1970 », en militant pour l'utilisation du mot « bidonville » plutôt que « camp » (p.159). Pour lui, les Roms ne sont que « des pauvres parmi les pauvres » (p.159). Ceux d'entre eux qui font actuellement la « une » des débats sont ceux qui résident en bidonville.

Or il existe des Roms qui ne résident pas en bidonville, et il existe des bidonvilles habités par des non-Roms, comme les expériences du *Perou* à travers la France le démontrent par ailleurs[2]. On aurait attendu, comme le propose Hélène Cixous dans *Considérant* (p. 99), davantage de mise en perspective avec le passé des bidonvilles algériens ou avec d'autres pays européens, afin de dénouer ce que nous préférons nommer la question des bidonvilles. Puisque Fassin prend bien soin de distinguer les deux dimensions de la catégorisation comme « Rom » (cause ou effet de la pauvreté) peut-on précisément penser neutraliser cette variable Rom pour expliquer comment les bidonvilles – ou autres formes de camps – (Agier 2008) ont toujours été construits, ou du moins entretenus par l'Etat pour y refouler les indésirables (les pauvres et les improductifs) et pour définir, par la négative, l'ordre urbain ? Nous avons envie de demander aux auteurs comment ils interprèteraient le traitement de bidonvilles « non Rom », dans les pays du Sud par exemple ? En clair, y a-t-il vraiment une spécificité indissoluble de cette « question rom » ? Ou chaque époque et chaque société doivent-elles rechercher « leurs Roms » pour justifier de ne pas reloger les gens qui dorment dans la rue ou dans les bidonvilles ? L'altérisation radicale – le fait de *traiter* différemment pour *rendre* différent – passe-t-elle nécessairement par l'altérisation raciale ? Même travers pour Etienne Balibar qui, dans *Considérant*, décrit la tactique consistant à produire de l'indignité pour justifier des évacuations comme une marque de fabrique d'une « cellule Essonne » (p. 46). Or, si l'on compare tous les arrêtés pris pour évacuations, en France et ailleurs en Europe, on s'aperçoit qu'il n'y a ici rien de spécifique à Valls, à Raffalli (maire de Ris-Orangis) ou à l'Essonne.

Schizophrénie, politique intentionnelle ou absurdité ?

Dans *Roms et riverains*, la dépolitisation et la délocalisation de la responsabilité politique sont comprises comme les conditions de faisabilité de cette production de la race. Premièrement, la question du bidonville est recadrée autour de l'idée d'urgence sociale et de gestion technique. Deuxièmement, la « municipalisation » des politiques laisse les mains libres à l'Etat : « la question rom se joue de plus en plus au niveau local » (Fassin, p. 47). Balibar (*Considérant*, p. 48) évoque lui aussi une « xénophobie de proximité » qui s'est étendue par la « délocalisation communale des opérations répressives ». L'Etat se retire, se dédouane et délègue aux municipalités ; ces dernières vont à leur tour se cacher derrière leurs « riverains en colère » qui, comme le montre bien Aurélie Windels dans son chapitre, ne sont pas tellement voisins des bidonvilles, mais plutôt des habitants opposants sur lesquels les projecteurs sont braqués. Silencieux ou solidaires, les véritables voisins sont laissés dans l'ombre voire discrédités ou menacés par la justice, à l'image de Serge Guichard, accusé au pénal pour délit de solidarité. Pour Fassin, cette délégation apparente de l'Etat vers les municipalités dépose un voile de dépolitisation, renforcé par la « politique de l'auto-expulsion » qui consiste à créer les conditions matérielles pour que les gens partent d'eux-mêmes en « laissant pourrir la situation » afin d'arriver à l'insoutenable, tout en appelant à la protection des habitants en faisant croire que les évacuations sont faites pour leur bien (incendies, épidémies).

L'argument de Fassin est convaincant. Néanmoins, s'agit-il réellement de dépolitisation ? On pourrait reformuler l'argument de la racialisation comme un processus politique de mise en attente par la stigmatisation et la criminalisation, qui justifient aisément le fait de ne pas ouvrir d'agenda

[2] Le *Perou* mène, en plus de celui de Ris-Orangis, un projet dans la « Jungle » de Calais ; organise une consultation internationale pour la conception d'un centre d'hébergement nomade dans Paris ; aide à l'aménagement d'une friche en centre culturel à Avignon : http://www.perou-paris.org/Actions_test01.html

politique du logement et des affaires sociales. Il est nécessaire d'élargir l'analyse à l'ensemble du « travail gouvernemental », c'est-à-dire en n'isolant ni les Roms, ni les bidonvilles, mais en les saisissant dans un « agenda généralisé » (Favre 2001) : les politiques municipales des bidonvilles peuvent ainsi se comprendre comme un évitement de la question du logement de la part des responsables politiques locaux et nationaux qui se renvoient la balle. Ainsi, plutôt que de constater une tentative de dépolitisation passant par la municipalisation, on observerait un jeu classique d'évitement (Weaver, 1986) et de non-décision (Bachrach et Baratz, 1963) par lequel chaque niveau de gouvernement impute la responsabilité aux autres en se défaussant des enjeux qu'il estime ne pas pouvoir résoudre. Là encore, ce jeu entre les Etats et les collectivités locales n'a rien de spécifique à la « question rom » et n'est pas nécessairement synonyme de « dépolitisation » : l'Etat n'a pas le monopole de la politique.

Grâce à une alliance réussie entre souci de la description des gestes quotidiens et considérations politiques[3], Carine Fouteau livre son expérience du bidonville de Ris-Orangis en nous faisant saisir toute la complexité du travail militant confronté aux « contradictions » des administrations municipales, coincées entre des électeurs, des préfets, des circulaires et, parfois, les principes de leurs maires qui, comme l'explique Alain Régnier[4], « sont dans une position schizophrène. On leur demande de mettre à l'abri les personnes démunies qu'ils vont ensuite devoir expulser » (p.102). Les Roms sont ainsi baladés d'une ville à l'autre comme on se passerait une « patate chaude » sans qu'aucun responsable direct du drame qui se produit quotidiennement ne puisse être identifié. Carine Fouteau pointe alors « l'irrationalité » des politiques de « mise à l'écart » (p.99) : « le gâchis pour la collectivité est énorme » nous apprend-elle. En ce sens, le *Perou* chiffre à 125 000 euros l'entreprise de destruction du bidonville et du relogement temporaire des familles[5]. Les coûts sont également sociaux, politiques et humains, pour les habitants – « les efforts d'insertion sont cassés à chaque évacuation » (Fouteau, p. 85) – mais aussi pour la collectivité dans son ensemble.

Les deux ouvrages donnent l'impression de chercher à démontrer que les politiques actuelles des bidonvilles sont absurdes. Les suivre impliquerait d'accepter naïvement deux postulats généraux : premièrement, que l'action publique servirait l'intérêt général ; deuxièmement, que les commanditaires des politiques mobiliseraient des ressources de façon rationnelle pour prendre des mesures adaptées et résoudre des problèmes. Or de nombreux travaux sur l'action publique les ont suffisamment remis en cause pour éviter d'adopter cette vision enchantée. Les politiques publiques ne servent pas un hypothétique bien commun mais créent en permanence des bénéficiaires et des victimes. Ensuite, elles ne sont pas faites pour être rationnelles ou efficaces, ne l'ont jamais été et ne le seront jamais. Plutôt qu'un programme intentionnel contrôlé, d'une décision hypothétique à sa mise en œuvre, elles pourraient bien n'être que l'expression d'un chaos organisé qui produit des effets impensés lors de la mise en œuvre (Cohen, March et Olsen, 1972), recouverte d'un discours qui vient *a posteriori* commenter des conséquences imprévues, notamment à des fins électorales (Edelman, 1985). Il n'y a dès lors pas de raison pour que les politiques des bidonvilles produisent des effets adaptés, efficaces et non hostiles. Efficaces pour qui, de quel point de vue ? Il n'y a absolument rien d'irrationnel pour un maire à évacuer des familles et à les pousser vers la commune voisine. De même, pour un préfet, il n'y a aucune absurdité dans le fait de dépenser des milliers d'euros pour appliquer une décision de justice en évacuant un terrain sans prévoir de relogements. Il ne s'agit pas ici de dédouaner les élus, mais d'accepter qu'ils suivent des intérêts qui sont les leurs, qui n'ont rien d'absurde, ni de général. Aux militants qui veulent leur résister ou changer les politiques de trouver les espaces pertinents pour mener des attaques, les deux ouvrages indiquant d'ailleurs plusieurs pistes d'action.

---

[3] On regrettera néanmoins l'absence des références ou de sources des extraits entretiens ou des citations. L'auteure a-t-elle réalisé elle-même des entretiens ? Si oui, dans quelles conditions et à quels moments ?

[4] Préfet, Délégué interministériel DIHAL.

[5] D'autres travaux, dont ceux du *Perou*, ont avancé en 2014 le montant de 300 000 euros qui semble plus plausible.

Des mots à la riposte : l'action comme critique située

Le lecteur de *Roms et riverains* reconnaîtra l'énorme apport du parti pris des auteures du dernier chapitre (Fouteau et Windels) qui consiste à donner la parole aux habitants. Ici encore la perception d'une forme d'absurdité prévaut : comment peut-on imaginer que des gens se posent encore les questions pourquoi mendier ? pourquoi avec des enfants ? Les réponses sont simples : pour survivre, et « parce qu'il n'existe pas de crèche dans les campements » (p. 175). Cette parole aide à lever des incompréhensions et une forme d'ignorance collective, conditions nécessaires à l'entretien des préjugés et du travail politique de racialisation. Elle rappelle enfin au lecteur la violence de ce qu'il peut côtoyer du regard, tous les jours dans la rue, le métro ou par la fenêtre du RER.

Mais les mots ne suffisent pas, ou plus. Les deux ouvrages présentent à leur manière deux expériences de ripostes. Dans *Roms et riverains*, on découvre des militants qui, comme les habitants, sont eux aussi atteints physiquement et moralement par les expulsions à répétition, par le harcèlement de la police ou de certains citadins qui sapent leur travail d'aide à la survie, par le silence des mairies ou des conseils généraux à qui ils demandent simplement un relèvement des ordures ménagères.

Le *Perou* répond quant à lui par l'expérimentation et vise à transformer le rapport de force. L'« Ambassade du Perou » est construite avec les habitants en décembre 2012 : une cahute faite de bois au cœur du bidonville, initialement pensée comme un « équipement public » (Deboulet 2013) destiné à l'accueil d'une fête de Noël pour les enfants, qui sera organisée le 22 décembre malgré une interdiction par arrêté municipal. Pour le *Perou*, cette ambassade, bien loin de figurer un danger pour les habitants comme le proclame l'arrêté, représentait au contraire un « nouveau centre-ville dans le bidonville » et une « ouverture ou un seuil permettant d'activer les relations avec l'extérieur » (Bailly, p. 39). La construction de l'Ambassade était conçue comme une repolitisation en acte de la question des bidonvilles : « l'art de construire contre l'art de détruire ».

Cette expérience *in situ* est aussi le point de départ du livre du *Perou* qui mène un travail explicite sur le lien entre les mots et l'action. Il expose dans sa splendeur kafkaïenne l'arrêté municipal proclamant à la vue des habitants l'officialisation de la menace qui pesait sur eux, mais aussi un mot, jeté à leur visage : « dégage ! » (p. 27). Non seulement « l'arrêté n'est pas fait pour être lu », mais en plus « il saisit sans se laisser saisir, il maintient à distance » (p.27). La re-lecture faite par la trentaine d'auteurs est une entreprise de réduction de cette distance. Le relire c'est en exposer la violence, l'absurdité, le « matraquage » de « bonnes » raisons qui « adoucissent » l'expulsion (Cantarella, p. 77-78). C'est le publiciser et se l'approprier pour réduire la distance qu'il entretient entre « eux » et « nous », entre les familles et le maire, entre les maires et Valls. Le seul fait de le faire lire alors qu'il n'est précisément pas destiné à la lecture, et de le commenter alors qu'il est précisément écrit dans un langage jargonneux en décalage complet avec la réalité quotidienne de milliers de familles, c'est aller à rebours de l'intention de ses auteurs, et donc déjà repolitiser la question de la gestion des bidonvilles. La re-lecture de l'arrêté passe aussi par son travestissement pour retourner l'arme contre ses commanditaires, par exemple contre le symbole de l'opulence du centre-ville parisien, en demandant à François Hollande de « procéder à l'évacuation sans délai du marché de Noël installé sur les trottoirs de l'avenue des Champs-Elysées », aussi dangereux et perturbateur que le bidonville de Ris-Orangis (p. 74).

On regrette toutefois que le livre ne revienne que par bribes sur l'expérience de l'Ambassade. Point de départ des contributions, on aurait attendu un bilan donnant la parole aux habitants et aux militants locaux, retraçant pas à pas son histoire et ses obstacles. L'Ambassade a été sujette à de nombreuses critiques : on ressent d'ailleurs une certaine aversion des auteurs de *Roms et riverains* à l'égard du *Perou*, implicitement décrit comme une association de parisiens ni spécialistes des bidonvilles, ni des Roms, dont les expériences seraient « extraterritorialisées », et « collaborant » avec les institutions (Fouteau, p. 97). Certains sont même allés jusqu'à dire que l'Ambassade avait accéléré l'expulsion, et on aurait là aussi souhaité trouver plus de réponses à ces critiques. Écrits autour du même bidonville et publiés le même mois, les deux livres ne se croisent ainsi que

rarement, alors que leurs auteurs se sont parfois rencontrés sur le terrain et ont échangé sur leurs contributions respectives, qu'elles soient intellectuelles ou pratiques. Leur lecture croisée est pourtant à recommander.

Bibliographie

Agier M. 2008. *Gérer les indésirables : Des camps de réfugiés au gouvernement humanitaire*, Paris, Flammarion.

Bachrach P. et Baratz M. 1963. « Decisions and Non Decisions : An Analytical Framework », *The American Political Science Review*, vol. 57, n° 3, p. 632-642.

Barros (de) F. 2012. « Les bidonvilles : entre politiques coloniales et guerre d'Algérie », *Métropolitiques*, URL : http://www.metropolitiques.eu/Les-bidonvilles-entre-politiques.html

Cohen M.D., March J.G. et Olsen J.P. 1972. « A Garbage Can Model of Organizational Choice », *Administrative Science Quarterly*, vol. 17, n° 1.

Deboulet A. 2013. « La ville vue par l'Ambassade du Perou à Ris-Orangis. Entretien avec Sébastien Thiery et Merril Sinéus », *Mouvements*, n° 74, p.103-112.

Edelman M. J. 1985. *The Symbolic Uses of Politics*, University of Illinois Press.

Favre P. 2001. « Travail gouvernemental et agenda généralisé », in Gerstlé, J. (coord.), *Les effets d'information en politique*, Paris, L'Harmattan, p.143-174.

Weaver K. 1986. « The Politics of Blame Avoidance », *Journal of Public Policy*, vol. 6, n° 4, p. 371-398.

Nom de l'auteur :

Pour en savoir plus :
Site web du Perou : http://www.perou-paris.org

Pour citer cet article :
Référence web